LEXYMORE #032025



LEXYZOOM

Loi de finances 2025

Management packages - Episode 1/2





Loi de finances 2025 Management packages

Les principes de la réforme EPISODE 1/2



Les gains de cession de titres acquis en contrepartie des fonctions de salarié ou dirigeant d'une entreprise sont dorénavant imposés, par principe, comme un salaire et, par exception, comme une plus-value.

TITRES CONCERNÉS

Actions ordinaires
Actions de préférence
AGA
BSA
BSPCE
Stock-options, etc.



APPLICATION DANS LE TEMPS

Cessions réalisées à compter du **15 février 2025**, y compris pour les titres acquis antérieurement.



Trois régimes fiscaux coexistent désormais en fonction des modalités d'acquisition des titres

Щ

LEXY MORE

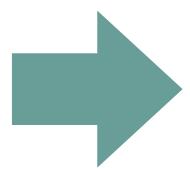
1

Titres acquis en contrepartie
des fonctions de salarié
ou dirigeant
ne présentant pas de risque
de perte en capital
(exemple : management package
garantissant au salarié
un prix de cession
minimum de ses titres)
= imposition du gain en salaire.



2

Titres acquis en contrepartie des fonctions de salarié ou dirigeant présentant un risque de perte en capital : instauration d'une valeur de référence égale à trois fois la performance financière de l'entreprise.





2

- o En-dessous de laquelle, le **gain de cession** sera imposé comme une **plus-value** (i.e. taux maximum de **16,8**% hors CDHR) sous réserve que les titres aient été conservés plus de deux ans (sauf pour les AGA, BSPCE et stock-options).
- o Au-dessus de laquelle, le **gain de cession** sera imposé comme un **salaire** (i.e. taux maximum de **49%**) y compris si le bénéficiaire du management package n'est plus salarié de l'entreprise lors de la cession.





Titres acquis **en dehors**des fonctions de salarié
ou dirigeant (exemple du salarié
d'une grande entreprise cotée qui
serait par ailleurs petit porteur de
cette même entreprise)
= imposition du gain en **plus-value.**



Régime social spécifique pour les titres acquis en contrepartie des fonctions de salarié ou dirigeant présentant un risque de perte en capital

Le gain imposable en salaire est exclu de l'assiette des cotisations de sécurité sociale et soumis à une nouvelle contribution salariale spécifique de 10%.

Le gain imposable en plus-value est soumis aux prélèvements sociaux au taux de 17,2%.



Si cette nouvelle mesure a le mérite d'améliorer la sécurité juridique nécessaire aux affaires, certaines questions restent sans réponse.

Loi de finances
2025

Management packages

Rendez-vous jeudi 13 mars 12h30 pour

L'EPISODE 2/2





DROIT FISCAL

Avocats et bien PLUS